

COMITÉ D'INTERÊT DE QUARTIERS DE SAUSSET LES PINS

Article 1 - DÉNOMINATION

➔ Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi de 1901 ayant pour dénomination :

"Comité d'intérêt de quartiers de Sausset les Pins"

Article 2 - OBJET

➔ Cette association a pour but la défense du cadre et de la qualité de vie, la défense et le maintien des sites, le respect d'un urbanisme à visage humain, la représentation et la défense des intérêts généraux patrimoniaux ou moraux des habitants, et ce, par tous moyens légaux, y compris judiciaires.

Article 3 - SIÈGE SOCIAL

➔ Le siège social est fixé à :

Salle des Permanences, Place des Droits de l'Homme, boîte postale 09, 13960 SAUSSET-les-PINS.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale.

Article 4 - LES MEMBRES

➔ L'association se compose uniquement de personnes physiques :

- a) membres d'honneur ;
- b) membres bienfaiteurs ;
- c) membres actifs.

1) Sont membres d'honneur, ceux qui auront rendu des services reconnus à l'association et qui auront été admis par un vote unanime du Conseil d'Administration, ils ne peuvent participer aux votes.

2) Sont membres bienfaiteurs ceux qui auront versé un don.

3) Sont membres actifs ceux qui auront payé la cotisation de base déterminée chaque année par décision du Conseil d'Administration, confirmée par l'Assemblée Générale.

Article 5 - ADMISSION

➔ Pour faire partie de l'association, il faut habiter en résidence principale ou secondaire dans la commune de Sausset les Pins, c'est à dire avoir son adresse ou celle de son activité professionnelle, dans le ressort géographique la délimitant. Il faut en faire la demande auprès du Conseil d'Administration et régler sa cotisation.

Article 6 - PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

→ La qualité de membre se perd par :

- la démission ;
- le décès ;
- la radiation prononcée par le Conseil d'administration pour non paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée motivée, avec préavis minimum de 15 jours, à se présenter devant le Conseil d'Administration pour fournir des explications.

Toute activité ou propos à caractère politique, philosophique ou religieux, ou encore professionnel ou à but personnel sont strictement prohibés au sein du CIQ. De même, personne ne doit se servir de sa qualité de membre du CIQ ou de ses fonctions en son sein en dehors des activités propres de l'Association ou dûment autorisées par le Conseil d'Administration.

Article 7 - RESSOURCES

→ Les ressources de l'association comprennent :

- a) le montant des cotisations ;
- b) les dons ;
- c) éventuellement les subventions ponctuelles.

Article 8 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

→ L'association est dirigée par un conseil de 7 membres au moins et 20 membres au plus, élus pour trois années par l'assemblée générale.

Les membres sont rééligibles.

Pour être élus, les candidats doivent impérativement être membres du CIQ depuis au moins trois années révolues au jour de l'assemblée, avoir fait connaître leur candidature par écrit au Président de l'association au moins huit jours avant la date de l'assemblée, et être à jour de leurs cotisations.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent exercer aucun mandat politique. Tout membre désirant faire acte de candidature à un mandat politique quelconque, devra au préalable, donner sa démission de membre du CA, faute de quoi, il serait considéré comme démissionnaire d'office.

La liste par ordre alphabétique des candidats devra être affichée dans le lieu où se déroule l'assemblée, de manière à être visible par tous.

L'élection des membres du Conseil d'Administration se fait à bulletins secrets, sauf avis contraire de l'Assemblée Générale.

Lors de sa réunion suivante, au plus tard dans le mois suivant l'assemblée générale, le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé de :

- a) un président ;
- b) un vice-président ;
- c) un secrétaire et s'il y a lieu, un secrétaire adjoint ;
- d) un trésorier et si besoin un trésorier adjoint.

En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres par cooptation et il est procédé à leur remplacement définitif par la plus proche assemblée générale. Le mandat de ces membres ainsi élus prend fin à la date où devrait normalement expirer celui des membres remplacés.

Article 9 - RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

→ Le Conseil d'Administration se réunit une fois au moins tous les deux mois, sur convocation du président ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité et, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le président représente partout de plein droit le CIQ et peut ester en justice, sous réserve d'y être autorisé au préalable par décision du Conseil d'Administration.

Article 10 - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

→ L'Assemblée générale ordinaire qui comprend tous les membres de l'Association se réunit chaque année sur convocation du Conseil d'Administration.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'Association sont convoqués par les soins des secrétaires. L'ordre du jour, défini par le Conseil d'Administration, est indiqué sur les convocations.

Huit jours au moins avant l'assemblée, chaque membre peut déposer au siège une demande écrite tendant à ajouter une question à l'ordre du jour.

Le président préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.

Il est procédé au vote, suivant modalités article 8, ligne 14, afin de pourvoir les postes restés vacants, chaque adhérent présent ne pourra disposer que d'un maximum de trois procurations.

Ne devront être traitées, lors de l'assemblée générale, que les questions soumises à l'ordre du jour.

Article 11 - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

→ Si besoin est, ou sur demande de la moitié plus un des membres inscrits, le Conseil d'Administration peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues par l'article 10.

Article 12 - RATTACHEMENT GÉOGRAPHIQUE

→ Le CIQ adhère à la Fédération des CIQ du secteur Ouest et à la Confédération Générale des CIQ, association reconnue d'utilité publique.

Article 13 - RÈGLEMENT INTÉRIEUR

→ Le règlement intérieur, destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'Association, est établi par le Conseil d'Administration qui fera ratifier les modifications éventuelles par la prochaine assemblée générale.

Article 14 - MODIFICATION DES STATUTS

→ Les présents statuts, conformes aux statuts types de la Confédération Générale des CIQ, ne pourront être modifiés que par décision d'une assemblée générale extraordinaire, obtenue à la majorité de deux tiers des suffrages exprimés.

Article 15 - DISSOLUTION

→ En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs seront nommés par celle-ci. L'actif, s'il y a lieu, ainsi que les archives, sont dévolus, conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, à l'organisme de tutelle, la Confédération Générale des Comités d'Intérêts de Quartiers de Marseille et des Communes Environnantes.

Fait à Sausset le 7 Avril 2006

Le Secrétaire

P.Gaudion

Le Président

R. Hanser